

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 06/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COTAC FRANCE SARL**

5, Boulevard du Midi  
76000 Rouen

Références : UDRD-2026-05-T-189  
Code AIOT : 0005801303

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement COTAC FRANCE SARL implanté 5, Boulevard du Midi 76000 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient suite à la réception d'une dizaine de plaintes relayées par ATMO Normandie auprès de l'inspection et émises par des riverains de l'usine COTAC.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COTAC FRANCE SARL
- 5, Boulevard du Midi 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005801303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COTAC est autorisée par arrêté préfectoral du 10 mai 1981 complété (notamment par les arrêtés préfectoraux du 18 février 1994 et 18 novembre 2002) à exploiter une station de lavage de camions citernes et de grands récipients pour vrac (rubrique n°2795 de la nomenclature des installations classées) sur son site situé au n°5 boulevard du Midi à Rouen.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Odeurs	Code de l'environnement du 03/04/2026, article L.181-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'odeurs très significatives hormis celles caractéristiques à l'activité de lavage de citernes. Aucun changement des conditions d'exploitation n'a été mis en évidence à l'exception de l'arrêt de l'unité de déshydratation des boues issues de la STEP depuis plusieurs jours ayant induit un stockage de 20t environ de boues "fraîches" dans une citerne aux abords de la STEP.

Cependant, ces boues avaient fait l'objet d'une évacuation lors de la visite.

Des demandes sont formulées à l'exploitant afin qu'il procède sous 1 mois :

- à la réparation de son unité de déshydratation des boues ;
- dans l'attente, qu'il stocke ses boues dans une citerne fermée pour prévenir les émissions d'odeurs ;
- à la vidange de eaux pluviales contenues dans le bac de rétention de la cuve de soude ;
- à la réparation des systèmes d'extraction d'air de son atelier de lavage des GRV et qu'il s'assure de la fermeture de cet atelier lors des opérations de nettoyage au solvant.

Un retour est attendu de sa part sous le même délai.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/04/2026, article L.181-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs et commodité du voisinage
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 selon les cas. L'article L. 511-1 du code de l'environnement vise notamment la commodité du voisinage: "Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la

*protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique."*

#### **Constats :**

Suite à la réception d'une dizaine de plaintes relayées par ATMO Normandie pour des odeurs émises sur le secteur entre le 23/3 et le 3/4/2026, l'inspection s'est rendue de manière inopinée sur le site de la société COTAC. Les signalements proviennent d'une entreprise riveraine au site COTAC et évoquent des odeurs de type hydrocarbures/chimiques lors de vents en majorité de provenance du nord/nord-ouest. ATMO Normandie a également réalisé une tournée olfactive sur le secteur le 3/4/2026 à 10h avec cependant un vent en provenance du Sud et relate des odeurs de type IBQ ("betteraves") et de propylmercaptan ("poireaux").

L'entreprise COTAC est une ICPE classée à autorisation et exerce une activité de lavage de citernes (intérieur) de camions, lesquels transportent des liquides de différentes natures: huiles, additifs, solvants, résines, aliments, etc. Elle procède également au lavage de tanks/conteneurs métalliques. Pour ce faire, elle dispose d'une station de lavage des citernes routières composée de 3 pistes et d'un atelier de nettoyage des tanks.

L'exploitant indique ne pas avoir réceptionné de contenants à laver susceptibles de contenir un résidu de produit de nature différente de ceux qu'il reçoit habituellement. Il indique n'avoir apporté aucune modification aux conditions de fonctionnement de sa STEP (pas de changement de réactif, etc.). Les tanks en attente de lavage et entreposés sur l'aire extérieure sont fermés. L'activité serait même en baisse en terme de quantité de contenants à laver par rapport à l'année précédente selon l'exploitant.

#### Concernant le lavage des citernes:

Les citernes arrivent sur le site vidangées et se présentent au niveau d'une des 3 pistes de lavage en fonction du besoin de nettoyage. Le lavage s'effectue à haute pression avec de la vapeur d'eau chaude + eau + détergents. L'ensemble des eaux de lavage sont recueillies dans une station d'épuration interne physico-chimique. La STEP est composée des équipements suivants: bac de réception, récupération des surnageants huileux, stockage tampon des eaux résiduelles dans 2 cuves, régulation du pH avec présence d'une cuve de soude, floculation, décantation des boues floculantes, traitement biologique des eaux claires, rejet vers STEP Emeraude.

Les surnageants huileux sont valorisés chez SONOLUB. Les boues de floculation susceptibles d'émettre une odeur sulfurée (H<sub>2</sub>S) font l'objet d'une déshydratation avant évacuation vers un exutoire. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la pompe intervenant dans le procédé de déshydratation était en dysfonctionnement et que les boues "fraîches" avaient été stockées dans une citerne à proximité de la STEP dans l'attente de sa réparation. Prévenu fin mars par l'inspection des signalements odeurs, l'exploitant a veillé à fermer les ouvertures (trous d'hommes) au droit de cette citerne pour prévenir les émissions d'odeurs dès le mercredi 1er avril. De plus, ces boues fraîches ont fait l'objet d'une évacuation le 1er avril 2026 vers la société SONOLUB pour une quantité estimée de 22.74t avec le code déchet 16 07 08\* (BSD à l'appui).

Lors du passage en revue de la STEP, de ses abords (citerne boues fraîches, bac biologique, bac décantation, benne boues déshydratées, etc. ), il n'a pas été constaté d'odeur particulière. Il a été remarqué que le bac de rétention de la cuve de soude contenait de l'eau pluviale que l'exploitant s'attachera à faire évacuer pour disposer du volume de rétention requis.

#### Concernant l'activité de lavage des tanks:

Les tanks à nettoyer sont entreposés à l'extérieur sur une dalle étanche et sont fermés. Ils sont pris

en charge dans un atelier où du nettoyage avec solvants est réalisé. Lors de la visite, cet atelier était ouvert sur une face et dégageait une odeur de solvant. L'exploitant a indiqué que les portes sectionnelles étaient généralement ouvertes pour garantir un environnement de travail acceptable pour ses salariés car les extracteurs d'air en façade étaient en panne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1:**

L'exploitant procédera à la réparation de son unité de déshydratation des boues sous 1 mois. Dans l'attente, les boues "fraîches" seront entreposées dans des conditions devant permettre de limiter l'émission d'odeurs (citerne fermée). Dans le même délai, l'exploitant fera pomper les eaux pluviales contenues dans le bac de rétention de la cuve de soude et s'assurera en tout temps de la disponibilité du volume de rétention requis.

**Demande n°2:**

L'exploitant procédera sous 1 mois à la réparation des systèmes d'extraction d'air de son atelier "solvants" et s'assurera de la fermeture des portes lors des opérations de nettoyage des tanks pour prévenir les émissions d'odeurs dans l'environnement du site.

Il transmettra les justificatifs à l'inspection attestant de la bonne réalisation de ces actions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois